

## **Rapport d'activités 2009**

Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

## TABLE DES MATIERES

<b>RAPPORT D'ACTIVITES 2009 .....</b>	<b>1</b>
INTRODUCTION ET RAPPEL DU ROLE IMPARTI PAR LE DECRET A LA COMMISSION .....	3
<i>L'enjeu de la Commission</i> .....	3
<i>Champ d'application de l'article 41</i> .....	3
<i>La commission agit sur plainte, également appelée requête</i> .....	3
<i>Qui détient la saisine – qui peut solliciter la Commission :</i> .....	4
<i>Composition de la Commission</i> .....	5
CHAPITRE 1 : LES ACTIVITES DE LA COMMISSION EN 2009 .....	6
<i>Liste des affaires ayant donné lieu à un avis depuis la clôture du rapport 2007-2008</i> .....	6
CHAPITRE 2 : ETUDE DES DOSSIERS.....	6
<i>Section 1 : Remarque à propos de la citation des extraits des avis :</i> .....	6
<i>Section 2 : Les activités commerciales</i> .....	7
1 : Principe d'interdiction : la loi du 11 juillet 1973. ....	7
2 : Que faut-il entendre par activité commerciale ? .....	7
3 : Police du commerce au sein des établissements scolaires .....	7
C42/18 : Coiffure à petit prix.....	8
C42/20 : « D*** Nations Cup » .....	8
<i>Section 3 : Les activités politiques</i> .....	10
C42/19 : le souper du parti .....	10
<i>Section 4 :La concurrence déloyale</i> .....	10
C42/21 : « Propagande politique dans l'éditorial ».....	10
<b>ANNEXE I - COMPOSITION AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2009 DE LA COMMISSION CREEE A L'ARTICLE 42 DE LA LOI DU 29 MAI 1959 MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS DE LA LEGISLATION DE L'ENSEIGNEMENT .....</b>	<b>11</b>
<b>ANNEXE II – TEXTE INTÉGRAL DES AVIS 2009.....</b>	<b>14</b>
C42/18 COIFFURE A PETIT PRIX.....	14
C42/20- « D*** NATION'S CUP » .....	15
C42/19 « LE SOUPER DU PARTI ».....	18
<b>ANNEXE III – REGLEMENTATION CONCERNANT LE DOSSIER C42/18 .....</b>	<b>20</b>
<i>Arrêté royal du 12 février 1976 fixant les conditions auxquelles les objets produits ou les services rendus par un établissement d'enseignement peuvent être aliénés ou loués (M.B. 08-04-1976)</i> .....	20
<i>Arrêté ministériel du 12 juillet 1977 exécutant l'arrêté royal du 12 février 1976 fixant les conditions auxquelles les objets produits ou les services rendus par un établissement d'enseignement peuvent être aliénés ou loués, Mon.b. 12 décembre 2001</i> .....	22

## ***Introduction et rappel du rôle imparti par le décret à la Commission***

C'est la deuxième fois que, comme le prévoit l'article 42, §3, al.2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, « la Commission rend [son] rapport annuel d'activités qu'elle transmet[tra] au Gouvernement qui en informe[ra] le Parlement. »

### **L'enjeu de la Commission**

Pour mémoire, rappelons l'enjeu de l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 :

« Toute activité et propagande politique ainsi que toute activité commerciale sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés.

Toute pratique déloyale est de même interdite dans la concurrence entre ces établissements. La propagande en faveur d'un enseignement doit rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement. »

Afin d'assurer l'efficacité de cette disposition, le décret a voulu que « la Commission rend[e] des avis » et que « pour mener à bien ses missions, [elle] dispose d'un pouvoir d'enquête qui sera exercé notamment via les Services du Gouvernement et les Services généraux de l'inspection dans le respect des principes du débat contradictoire et des droits de la défense. » (Art. 42, §1er, alinéa 2)

« La Commission communique l'avis au Gouvernement qui statue. » (Art. 43, §3, alinéa 2)

### **Champ d'application de l'article 41**

Le champ d'application – appelons-le « rationae materiae » - de l'article 41 recoupe trois domaines principaux :

- « Toute activité et propagande politique ; »
- « Toute activité commerciale ; »
- « Toute pratique déloyale [...] dans la concurrence entre [l]es établissements. »

### **La commission agit sur plainte, également appelée requête**

La requête est le document qui contient l'exposé de la plainte. La réglementation n'en fournit pas de définition formelle :

L'article 42. - § 1<sup>er</sup> de la loi du 29 mai 1959 charge la Commission « de connaître de toutes les demandes relatives aux infractions édictées à l'article 41 en ce qui concerne l'enseignement obligatoire eu égard aux lois, décrets et règlements qui définissent ces notions et à l'intérêt de l'enseignement. »

La requête doit comporter une plainte, et non une interrogation de principe, à propos de l'infraction aux dispositions de l'article 41.

L'article 7 du règlement d'ordre intérieur<sup>1</sup> de la Commission détermine le contenu de la requête : « La requête comporte un exposé succinct de la demande, accompagné de pièces justificatives. La demande et les pièces justificatives constituent un dossier. Le requérant est tenu d'envoyer son dossier, accompagné d'un inventaire des pièces justificatives, au secrétariat de la Commission. La requête accompagnée des pièces justificatives et du compte rendu du conseil de Participation est adressée aux membres de la Commission dans un délai de 10 jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet. »

L'article 13 du même règlement dispose de ce que « la requête doit avoir pour objet une pratique déloyale visée à l'article 41 de la loi. »

Aucun formalisme autre que celui de l'article 13 n'a été imposé.

#### **Qui détient la saisine – qui peut solliciter la Commission :**

Selon l'art. 43. §1<sup>er</sup> : « La Commission instituée à l'article 42 peut être saisie suite à requête déposée par :

1° Un chef d'établissement d'enseignement organisé par la Communauté française ou un Pouvoir organisateur ou son délégué dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, lorsqu'il en aura débattu préalablement au sein du Conseil de Participation;

2° Une Association de parents ;

3° Une Organisation syndicale représentative des personnels de l'enseignement ;

4° Le Gouvernement ;

5° Un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnu par le Gouvernement.

6° Une association, organisation ou fondation ayant pour objet la défense, la recherche ou l'information des consommateurs ou de l'enseignement. »

Art. 43 § 2 : « La Commission précitée peut d'initiative se saisir de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 et dont elle aurait eu connaissance par toute voie de droit. »

L'exposé des motifs<sup>2</sup> indique que [la Commission] « permettra de clarifier enfin la situation et de répondre aux diverses sollicitations – directes ou indirectes - dont font de plus en plus

---

<sup>1</sup> Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2008 fixant le règlement d'ordre intérieur de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, M. B. du 12 août 2008.

<sup>2</sup> Exposé des motifs, document n° 386 – 21 mars 2007, p.3 et 4

l'objet les établissements scolaires, les enseignants et les élèves. Ces derniers se voient, en effet, proposer, sous le couvert d'initiatives à caractère « pédagogique » ou « éducatif » des intrusions commerciales ou publicitaires à caractère lucratif. Il en résulte un flou dommageable qui amène le Gouvernement à cadrer ces différentes situations. Le ... projet de décret apporte une réponse à cette problématique.

Le Gouvernement, suite aux avis rendus par la Commission, décidera de ce qui constitue ou non une infraction à l'article 41 et donnera tous les outils nécessaires aux acteurs de terrain afin d'apprécier la pertinence des sollicitations dont ils font l'objet... Ces infractions devront être examinées d'une part, au regard des différentes lois, décrets et règlements qui définissent ces notions (exemple : article 1er du Code de commerce qui définit l'acte de commerce) et d'autre part, eu égard à l'intérêt de l'Enseignement et à ses particularités. »

### **Composition de la Commission**

L'article 42 § 2 nouveau dispose de ce que :

« La Commission se compose :

1° De deux représentants des services du Gouvernement ;

2° De cinq représentants des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement et du directeur général adjoint du Service général des Affaires pédagogiques et du Pilotage du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française<sup>3</sup> ;

3° De trois représentants des Services Généraux de l'Inspection ;

4° De six représentants des organisations syndicales représentatives des personnels de l'enseignement ;

5° D'un représentant de chacune des fédérations d'Associations de parents reconnues par le Gouvernement [...]

[...] La présence de techniciens, sans voix délibérative, peut être admise. Pour les dossiers concernant les pratiques commerciales, un représentant des consommateurs siégeant au Conseil de la consommation participe aux travaux.

La Commission est présidée par un Président et un vice-président qui le supplée en cas d'absence ; tous deux sont désignés par le Gouvernement parmi les représentants des services du Gouvernement. Les mandats sont exercés durant cinq ans. Le secrétariat de la Commission est assuré par un fonctionnaire désigné à cette fin par le Gouvernement qui, selon les mêmes modalités, désigne un secrétaire adjoint.

La composition de la Commission (année 2009) se trouve indiquée en annexe.

---

<sup>3</sup> Ou son délégué.

## **Chapitre 1 : Les activités de la Commission en 2009**

Depuis la clôture du premier rapport, pour ce qui concerne la période qui nous préoccupe, la Commission s'est réunie trois fois<sup>4</sup>,

Elle a examiné cinq plaintes

1. C42-16 : « Brochure de l'offre d'enseignement » ;
2. C42-18 : « Coiffure à petit prix » ;
3. C42-19 : « Le souper du parti » ;
4. C42-20 : « D\*\*\* Nation's Cup » ;
5. C42- 21 : « Propagande politique dans l'éditorial de l'école » ;

Un avis avait déjà été rendu en ce qui concerne la première affaire citée, mais l'affaire avait suscité un point de discussion en ce qui concerne la notification de l'avis. En ce qui concerne le dossier C42-21, il fut étudié en 2010 également.

Enfin, la Commission a eu l'occasion de rendre trois avis<sup>5</sup>. Deux avis concernent des dossiers qui tombent sous le coup de l'aspect commercial de l'article 41 de la loi du 29 juin 1959. La propagande politique a fait l'objet d'une seule affaire. Aucun dossier de concurrence déloyale n'a donné lieu à un avis en 2009.

### **Liste des affaires ayant donné lieu à un avis depuis la clôture du rapport 2007-2008**

C42/18 : Coiffure à petit prix – décision de l'autorité : d'accord le 11/12/2009

C42/19 : Le souper du parti – décision de l'autorité : d'accord le 12/06/2009

C42/20 : « D\*\*\* Nations Cup » - décision en attente

## **Chapitre 2 : Etude des dossiers**

### **Section 1 : Remarque à propos de la citation des extraits des avis :**

Comme précédemment, certains extraits ont été cités afin d'illustrer le contenu du présent rapport. Ces extraits ont été adaptés grammaticalement à la concordance des temps. Ils doivent se comprendre aussi à la lecture de l'avis en entier. Le lecteur trouvera donc en annexe du présent rapport le texte complet des 3 avis prononcés par la Commission.

Il convient encore de formuler deux remarques importantes :

D'une part, conformément au prescrit de l'article 42, §3, alinéa 3, de la loi déjà citée, « [...] le rapport ne comporte aucune mention permettant d'identifier les établissements scolaires concernés. »

---

<sup>4</sup> Elle s'était réunie dix fois au cours de la période précédente.

<sup>5</sup> L'examen d'un dossier peut se dérouler sur plusieurs séances successives.

D'autre part, le nom des firmes ou des sociétés commerciales impliquées dans certains cas examinés par la Commission n'a été indiqué que par une initiale suivie de trois astérisques. Aussi, les noms ont été supprimés et les mentions permettant une identification de ces noms ont été soit supprimées, soit adaptées dans la perspective de garder un texte lisible mais fidèle.

## **Section 2 : Les activités commerciales**

### **1 : Principe d'interdiction : la loi du 11 juillet 1973.**

L'article 41, alinéa premier, tel qu'il est formulé, énonce un principe d'interdiction : « Toute activité commerciale [est] interdite [...] dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés. »

### **2 : Que faut-il entendre par activité commerciale ?**

La loi de 1973 précitée n'a apporté aucune définition du concept d'activité commerciale. Comme indiqué dans le précédent rapport, les membres peuvent – et doivent- se référer à la définition de l'acte de commerce contenue dans le Code de commerce, ainsi qu'aux concepts de droit économique belge et international en vigueur.

### **3 : Police du commerce au sein des établissements scolaires**

La loi du 11 juillet 1973 précitée ajouta également, en son article 4, un article 12 ter, dont la formulation est la suivante :

*Article 12ter. « - Par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, le Roi fixe d'une manière uniforme pour tous les réseaux d'enseignement les conditions auxquelles des objets produits ou des services rendus par un établissement scolaire peuvent être aliénés ou loués. »*

Dans l'univers même de la scolarité, la loi a entendu confier au Roi, comprenez au Gouvernement de la Communauté française désormais, une compétence spéciale de police du commerce. En quelque sorte, les activités commerciales n'auront officiellement droit de cité à l'école que dans un cadre pédagogique.

En effet, l'arrêté royal du 12 février 1976 fixant les conditions auxquelles les objets produits ou les services rendus par un établissement d'enseignement peuvent être aliénés ou loués, et l'arrêté ministériel du 12 juillet 1977 exécutant le premier cité<sup>6</sup> ont déterminé les conditions dans lesquelles des actes qui pourraient être qualifiés de commerciaux peuvent trouver à s'exercer dans les établissements scolaires. Le cas C42/18 « coiffure à petit prix », étudié ci-après, en est l'illustration.

---

<sup>6</sup> Le texte de ces arrêtés figure en annexe III du rapport.

C42/18 : Coiffure à petit prix

**Pratique commerciale hors du champ de l'art.41 – application de l'art 12 ter de la loi du 29 mai 1959.**

La pratique dénoncée était la suivante : Monsieur le Ministre de l'Enseignement obligatoire signala qu'il avait été interpellé par l'Union des Coiffeurs Belges Fédération Nationale, à propos de publicité effectuée sous forme d'articles de presse pour et par les établissements d'enseignements qui dispensent des cours de coiffure. Ces publicités incluaient des prix de coupes inférieurs à ceux du marché de la profession.

L'UCB voyait dans cette pratique une forme de concurrence avec les professionnels de la coiffure.

La question fut étudiée sous le double aspect suivant : Les pratiques dénoncées respectaient-elles le prescrit de l'arrêté royal du 12 février 1976 fixant les conditions auxquelles les objets produits ou les services rendus par un établissement d'enseignement peuvent être aliénés ou loués, et celles de l'arrêté ministériel du 12 juillet 1977 exécutant le premier cité ?

La Commission souhaitait également pouvoir disposer d'éléments concrets qui auraient permis de déterminer si les articles de presse pouvaient constituer une forme de concurrence déloyale envers d'autres établissements et aussi une forme de « pratique commerciale »

Comme suite à l'enquête demandée par les membres, il s'avéra que « les règles de bases relatives aux travaux pour tiers [avaient été] bien respectées. » (AR du 12 février 1976)

Enfin, l'enquête ne put faire la lumière sur l'origine des articles de presse» et termina en disant qu'« aucune intention de concurrence n' [était] avérée »

Aussi, la Commission émit-elle l'avis, à l'unanimité, que les pratiques évoquées par Monsieur le Ministre ne violaient pas l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

**La pratique est de nature commerciale**, s'il en est, mais n'entre pas dans le champ d'application de l'article 41 par la faveur de l'article 12 ter, dans la mesure où il est vérifié qu'elle rencontre des exigences pédagogiques et d'apprentissage prévue dans les grilles horaire.

C42/20 : « D\*\*\* Nations Cup »

**Pratique commerciale – discrétion – sponsoring - retombées positives**

Cette espèce fut introduite sur initiative ministérielle. Monsieur Christian DUPONT, Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire, sollicita l'avis de la Commission à propos d'une sorte de coupe mondiale de football à l'échelle « junior, » organisée par une grande société de



réputation internationale, dans le cadre notamment de l’AFFSS, organe de fédération des trois fédérations du sport scolaire<sup>7</sup>.

Cette activité était organisée par la société commerciale D\*\*\* avec l’aide de différents partenaires, notamment des sponsors, dans quarante pays, dans le but de développer une série de valeurs comme l’esprit sportif, la santé et l’ouverture aux autres.

En Belgique, l’un des partenaires était la Fédération FRSEL, qui organisait les inscriptions en passant par les écoles.

La page Internet belge présentait « *la dixième édition de la D\*\*\* Nation’s Cup, le plus grand tournoi de Football pour les enfants âgés de 10 à 12 ans.* » Il était expliqué que l’action voulait se baser sur des valeurs à développer comme le fair-play et l’ouverture, et « *vivre une expérience unique de tolérance et de fraternité.* » En outre, l’organisation de cette compétition de football « *contribu[ait] à redonner le sourire aux enfants atteints par les leucodystrophies*<sup>8</sup>. En effet, l’intégralité des recettes sera[it] reversée à ELA. (Association Européenne contre les Leucodystrophies) »

Il n’y avait apparemment pas de publicité pour le groupe commercial dans les établissements scolaires.

Un membre contacta le Directeur de la FRSEL qui lui a confirma que trois journées sportives étaient organisées dans la perspective de la « D\*\*\* Nation’s Cup » et qu’elles se déroulaient dans le cadre de l’organe de fédération des trois fédérations du sport scolaire, l’AFFSS. Ces activités concernaient les jeunes des trois réseaux d’enseignement et leur but était d’être sélectionné pour aller disputer la coupe au Brésil. Ces journées étaient prises en charge par D\*\*\* et différents sponsors, qui fournissaient des animations, telles que des châteaux gonflables.

Les membres considérèrent que la plupart des événements sportifs s’accompagnent de sponsoring, et que le sport dans l’univers scolaire n’y échappe pas nécessairement.

Ils considérèrent que le fondement de la D\*\*\* Nation’s Cup rejoignait naturellement les préoccupations des autorités en matière de santé et de sport, car elle concernait la santé de tous les enfants des écoles, qu’ils participent de l’enseignement ordinaire ou de l’enseignement spécialisé.

Ils considérèrent également que toute l’activité revêtait un aspect non seulement sportif mais également pédagogique, car l’équipe était composée d’enfants des plusieurs régimes linguistiques du pays, qui, en outre, pouvaient découvrir de nouveaux horizons.

C’est pourquoi les membres abordèrent l’interprétation de l’article 41 sous un angle pragmatique dans la mesure où il était proposé de tenir compte des différents aspects positifs de l’opération. Aussi émirent-ils l’avis, à l’unanimité, que l’action : « D\*\*\* Nation’s Cup »

---

<sup>7</sup> La Fédération Royale Sportive de l’Enseignement Libre (F.R.S.E.L.), la Fédération Sportive de l’Enseignement de la Communauté (F.S.E.C.) et la Fédération Sportive de l’Enseignement Officiel Subventionné (F.S.E.O.S.) ;

<sup>8</sup> P.M. : Les leucodystrophies sont des maladies rares, d’origine génétique, qui affectent le fonctionnement du système nerveux.

constituait une pratique qui, dans les conditions décrites, ne violait pas l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

### **Section 3 : Les activités politiques**

Rappelons que l'article 41 a été rédigé dans le but d'éviter que différentes conceptions politiques ne s'affrontent sur les bancs de l'école.

C42/19 : le souper du parti

#### **Pratique hors du champ d'application de l'article 41**

Madame G\*\*\*, déléguée syndicale, déposa une plainte auprès de la Commission. L'intéressée dénonça « une occupation de locaux scolaires pour un souper du [parti] » dans un établissement scolaire.

Les membres constatèrent que le dossier ne permettait pas de déterminer si un affichage de nature politique avait effectivement eu lieu dans les locaux de l'établissement, comprenons durant le temps scolaire.

La Commission considéra que, s'il était établi qu'un souper s'était tenu dans les locaux de l'établissement, s'il était démontré que ce souper était bien de nature politique, vu qu'il réunissait des mandataires politiques, il n'en demeurerait pas moins qu'il n'était pas démontré que ce souper puisse rentrer dans la définition du concept de « propagande politique » tel qu'énoncé dans l'article 41 précité.

### **Section 4 : La concurrence déloyale**

C42/21 : « Propagande politique dans l'éditorial »

NB : Ce dossier a été examiné mais n'a pas donné lieu à un avis en 2009.

La Présidente,

Lise-Anne HANSE,  
Directrice générale

Le Secrétaire

Jean-Michel Crabbé  
Directeur

## Annexe I - Composition au 1<sup>er</sup> janvier 2009 de la Commission créée à l'article 42 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Représentant les services du Gouvernement  
Membres de l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche  
scientifique (AGERS) :

<b>EFFECTIFS</b>		<b>SUPPLEANTS</b>	
MME. Lise-Anne HANSE, Directrice générale de l'Enseignement obligatoire		M. Jacques VANDERMEST, Directeur	
MME. Claudine LOUIS, Directrice générale adjointe		M. Alain DUFAYS, Directeur	

Représentant les organes de représentation et de coordination des pouvoirs  
organiseurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement :

<b>EFFECTIFS</b>		<b>SUPPLEANTS</b>	
<b>Secrétariat général de l'Enseignement catholique</b>			
MME. Emmanuelle HAVRENNE		MME. Anne METHENS	
MME. Bénédicte BEAUDUIN		Mme Nathalie DASNOY	
<b>Conseil de l'Enseignement des communes et des provinces</b>			
MME. Reine-Marie BRAEKEN		MME. Isabelle BLOCRY	
<b>Conseil des Pouvoirs organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné</b>			
M. Roberto GALLUCCIO		M. Alain MASSART	
<b>Fédération des Etablissements Libres Subventionnés Indépendants</b>			
M. Michel BETTENS		M. Raymond VANDEUREN	

Le Directeur général adjoint du Service général de l'enseignement organisé par la  
Communauté française ou son délégué ;

M. Jean STEENSELS		M. David MAIRE	
-------------------	--	----------------	--

Représentants les Services généraux de l'Inspection :

<b>EFFECTIFS</b>		<b>SUPPLEANTS</b>	
M. Daniel PLAS		M. Etienne MICHA	
MME. Micheline GERARD		M. Philippe DELFOSSE	
M. André CAUSSIN		M. Jean-Paul HOGENBOOM	

Représentant les organisations syndicales représentatives des personnels de l'enseignement :

<b>EFFECTIFS</b>		<b>SUPPLEANTS</b>	
<b>Centrale générale des Services publics – secteur enseignement</b>			
M. Pascal CHARDOME		M. Jean-Pierre VANROYE	
<b>Syndicat des employés, des cadres et techniciens (FGTB)</b>			
M. Bernard DE COMMER		M. Joan LISMONT	
<b>Confédération des syndicats chrétiens (enseignement)</b>			
M. Charles MALISOUX		MME. Anne-Françoise VANGANSBERGT	
M. Marc PAYEN		MME Isabelle VANAERSCHOT	
<b>Syndicat libre de la fonction publique</b>			
M. Yves DELBECQ		MME. Pascale VANDER STRAETEN	
<b>Association Professionnelle du Personnel de l'Enseignement Libre</b>			
M. Marc WILLAME		M. Jean-François GHYS	

Représentant chacune des fédérations d'Associations de parents reconnues par le Gouvernement :

<b>EFFECTIFS</b>		<b>SUPPLEANTS</b>	
<b>Union des fédérations des associations de parents de l'enseignement catholique</b>			
MME. Violaine DAUTREBANDE		MME. Julie FERON	
<b>Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel</b>			
MME. Odile KELLER		MME. Marie-Christine LINARD	

Pour les dossiers concernant les pratiques commerciales, un représentant des consommateurs siégeant au Conseil de la consommation participe aux travaux

EFFECTIFS		SUPPLEANTS	
Centre de Recherche et d'Information des Organisations de Consommateurs			
M. Marc VANDERCAMMEN Directeur général			MME. Aline van den BROECK

**Secrétaire : Jean-Michel CRABBÉ, Directeur**

## Annexe II – texte intégral des avis 2009

### **C42/18 Coiffure à petit prix**

Avis prononcé le 8 octobre 2009

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 11 décembre 2009

Les membres de la Commission,

Considérant que, par sa note du 28 janvier 2009, Monsieur le Ministre de l'Enseignement obligatoire Christian DUPONT signala qu'il avait été interpellé par l'Union des Coiffeurs belges Fédération Nationale, à propos de publicité effectuée pour et par les établissements d'enseignements qui dispensent des cours de coiffure ;

Considérant que, dans [une certaine] presse [...], relativement locale, le CEFA S\*\*\* proposait aux « clients » des possibilités de coupes réalisées par des élèves de 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup>, à des prix moins chers que chez le coiffeur, payant 8 euros pour une coupe par exemple ;

Considérant que dans la « Nouvelle gazette », il fut présenté que l'Institut N\*\*\* proposait ce genre de services ;

Considérant qu'un troisième article du groupe « Sud presse » indiquait la possibilité de se faire coiffer dans une classe de l'IPES de L\*\*\* par des étudiantes de 7<sup>ème</sup> ;

Considérant que l'UCB voyait dans cette publicité une forme de concurrence avec les professionnels de la coiffure, en quelque sorte sous forme de « dumping » ;

Considérant que la coiffure fait l'objet d'un enseignement dans les établissements scolaires et que cet enseignement mène à obtenir un titre de qualification qui permet d'exercer la profession ;

Considérant que pour obtenir le titre de qualification, il faut avoir suivi la grille horaire de l'établissement qui prévoit des travaux pratiques, notamment la coiffure de modèles ;

Considérant que l'article 41 prévoit que « *toute activité et propagande politique ainsi que toute activité commerciale sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés.* »

*Toute pratique déloyale est de même interdite dans la concurrence entre ces établissements. La propagande en faveur d'un enseignement doit rester objective et exempte de toute attaque contre un autre enseignement.* »

Considérant que les travaux pratiques, qui font partie des exigences de la grille horaire, s'effectuent en principe en conformité avec l'arrêté royal du 12 février 1976 fixant les conditions auxquelles les objets produits ou les services rendus par un établissement d'enseignement peuvent être aliénés ou loués ;

Considérant que cet arrêté dispose de ce que le travail fourni au cours des travaux pratiques « ne peut donner lieu à des contrats commerciaux qui concurrencent l'industrie ou l'artisanat de la région » ;

Considérant qu'au cours de la séance du 04 mars 2009, à la demande de la Commission, une demande d'enquête fut décidée ;

Considérant que le 24 mars 2009 Madame la présidente écrivit en ces termes à Monsieur Georges VAN LOUBBEECK, Inspecteur général f.f. : « *Les pratiques décrites respectent-elles le prescrit de*

*l'arrêté royal du 12 février 1976 fixant les conditions auxquelles les objets produits ou les services rendus par un établissement d'enseignement peuvent être aliénés ou loués, et celles de l'arrêté ministériel du 12 juillet 1977 exécutant le premier cité ? La Commission souhaiterait également pouvoir disposer d'éléments concrets – s'il y en a - qui permettraient de déterminer si les articles de presse pourraient constituer une forme de concurrence déloyale envers d'autres établissements et aussi une forme de « pratique commerciale » ;*

Considérant que le rapport de Monsieur l'Inspecteur général VANLOUBBEECK, daté du 12 juin 2009, conclut que « l'enquête n'a pas pu faire la lumière sur l'origine des articles de presse » et termine en disant qu'« aucune intention de concurrence n'est avérée » ;

Considérant que, d'après le rapport, la presse semble s'être introduite incognito au CEFA S\*\*\* ;

Considérant que par conséquent il ne saurait y avoir d'intention de concurrence dans le chef de l'établissement et qu'elle ne saurait donc pas être déloyale ;

Considérant que l'établissement de N\*\*\* dont il est question dans l'article de « La Nouvelle gazette » n'est pas une école de coiffure mais est en fait issu de la fusion ... de [deux établissements] ;

Considérant que les informations concernant cet établissement sont erronées et ne rapportent aucun fait matériel permettant d'induire une pratique contraire à l'article 41 précité ;

Considérant qu'en ce qui concerne l'IPES de L\*\*\*, l'article commente un projet de création de mini-entreprise, qui cadre bien avec les activités d'une 7ème. Que l'article ne fait aucune référence à des prix ; que le journaliste était présent pour rendre compte de l'aspect pédagogique du projet ;

Considérant donc que les éléments compris dans l'article 41 ne sont pas réunis ;

Emettent l'avis, à l'unanimité, que les pratiques évoquées par Monsieur le Ministre le 28 janvier 2009 ne violent pas l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

### **C42/20- « D\*\*\* Nation's Cup »**

Avis prononcé le 5 mai 2009.

Décision de l'autorité ministérielle : en attente

Considérant que, par sa note du 3 avril 2009, Monsieur Christian DUPONT, Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire, interpellé en séance du Parlement de la Communauté française par un membre élu, sollicite l'avis de la Commission à propos de l'action : « D\*\*\* Nation's Cup », organisée par une grande [société de réputation mondiale], en collaboration avec la Fédération Royale Sportive de l'Enseignement Libre (FRSEL) ;

Considérant que Monsieur le Ministre de l'Enseignement obligatoire attire l'attention de la Commission sur ce qu'il semblerait que ce partenariat conduise la FRSEL à organiser des journées sportives et récréatives « D\*\*\* » ;

Considérant qu'au cours de la séance du 5 mai 2009, les membres prirent connaissance des éléments du dossier ;

Considérant que, sur son propre site Internet, indépendamment de l'action analysée elle-même, D\*\*\* se présente comme un groupe [...] mondial ;

Considérant qu'une manière de coupe mondiale de football, à l'échelle des juniors, la D\*\*\* Nation's Cup, est organisée par D\*\*\* avec l'aide de différents partenaires, notamment des sponsors, dans quarante pays, dans le but de développer une série de valeurs comme l'esprit sportif, la santé et l'ouverture aux autres ;

Considérant qu'en Belgique, l'un des partenaires est la Fédération FRSEL ;

Considérant que la FRSEL organise les inscriptions en passant par les écoles ;

Considérant l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Considérant que cet article dispose notamment de ce que : *«... toute activité commerciale [est] interdite dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés... »* ;

Considérant le site Internet et la page d'accueil de la D\*\*\* Nation's Cup, qui renvoie aux différents sites Internet nationaux, via un petit drapeau national sur lequel il suffit de cliquer ;

Considérant que la page Internet belge présente *« la dixième édition de la D\*\*\* Nation's Cup, le plus grand tournoi de Football pour les enfants âgés de 10 à 12 ans ; »*

Considérant que l'action veut se baser sur des valeurs à développer comme le fair-play et l'ouverture, et *« vivre une expérience unique de tolérance et de fraternité ; »*

Considérant que l'organisation de cette compétition de football *«contribue à redonner le sourire aux enfants atteints par les leucodystrophies. [Qu'] en effet, l'intégralité des recettes sera reversée à ELA (Association Européenne contre les Leucodystrophies) ;*

Considérant que les Leucodystrophies sont des maladies d'origine génétique affectant le système nerveux central qui remettent en cause la bonne conduction des messages nerveux ;

Considérant que le site Internet belge indique que *« La D\*\*\* Nations Cup est organisée en collaboration avec les Fédérations sportives scolaires (FRSEL pour la Wallonie et SVS pour la Flandre), [que] la participation se fait sur inscription ; »*

Considérant que le site Internet de la FRSEL précisait en 2007 que *« les inscriptions passent exclusivement par les écoles ; »*

Considérant que la consultation des sites Internet consacrés à la Fédération royale sportive de l'enseignement libre révèle une liste d'événements ;

Considérant qu'un certain nombre d'événements concernent l'organisation d'activités de football sans lien particulier avec la « D\*\*\* Nation's Cup ; »

Considérant que sur le même site Internet, un lien discret mène à la « D\*\*\* Nation's Cup ; »



Considérant que l'on y découvre un calendrier d'activités sportives liées à la préparation et à la sélection de l'équipe belge destinée à se rendre au Brésil disputer la coupe en question ;

Considérant qu'il n'y a apparemment pas de publicité pour [la société commerciale] dans les établissements scolaires ;

Considérant qu'un membre a contacté le Directeur de la FRSEL afin de lui demander certaines précisions ;

Considérant que l'intéressé lui a confirmé que trois journées sportives sont organisées dans la perspective de la « D\*\*\* Nation's Cup » et qu'elles se déroulent dans le cadre de l'organe de fédération des trois fédérations du sport scolaire<sup>9</sup>, l'AFFSS ;

Considérant que ces activités concernent les jeunes des trois réseaux d'enseignement et que leur but est d'être sélectionné pour aller disputer la coupe au Brésil ;

Considérant que ces journées sont prises en charge par D\*\*\* et différents sponsors, qui fournissent des animations, telles que des châteaux gonflables ;

Considérant que les activités n'ont pas lieu dans les établissements scolaires, mais dans des infrastructures mises à la disposition des jeunes par les pouvoirs locaux ;

Considérant que les jeunes sont sollicités par les professeurs d'éducation physique, par l'intermédiaire de la FRSEL ;

Considérant que l'organisation de la D\*\*\* Nation's Cup se déroule dans le cadre d'un sponsoring ;

Considérant qu'à l'heure actuelle, la plupart des événements sportifs s'accompagnent de sponsoring, et que le sport dans l'univers scolaire n'y échappe pas nécessairement ;

Considérant qu'aucun logo commercial n'apparaît dans les établissements scolaires à l'occasion de cette activité ;

Considérant que le fondement de la D\*\*\* Nation's Cup rejoint naturellement les préoccupations des autorités en matière de santé et de sport, car elle concerne la santé de tous les enfants des écoles, qu'ils participent de l'enseignement ordinaire ou de l'enseignement spécialisé ;

Considérant que toute l'activité revêt un aspect non seulement sportif mais également pédagogique, car l'équipe sera composée d'enfants des plusieurs régimes linguistiques du pays, qui, en outre, pourront découvrir de nouveaux horizons ;

Considérant que l'intégralité des recettes générées par l'opération sera reversée à l'Association Européenne contre les Leucodystrophies ;

---

<sup>9</sup> La Fédération Royale Sportive de l'Enseignement Libre (F.R.S.E.L.), la Fédération Sportive de l'Enseignement de la Communauté (F.S.E.C.) et la Fédération Sportive de l'Enseignement Officiel Subventionné (F.S.E.O.S.) ;

Considérant que les membres abordent l'interprétation de l'article 41 sous un angle pragmatique dans la mesure où il est proposé de tenir compte des différents aspects positifs de l'opération ;

Emettent l'avis, à l'unanimité, que l'action : « D\*\*\* Nation's Cup » constitue une pratique qui, dans les conditions décrites, ne viole pas l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

### **C42/19 « Le souper du Parti »**

Avis prononcé le 4 mars 2009.

Décision de l'autorité ministérielle : accord le 12 juin 2009

Considérant que, par sa lettre du 12 janvier 2009, Madame G\*\*\*, déléguée syndicale, déposa une plainte auprès de la Commission ;

Considérant que l'intéressée dénonça « une occupation de locaux scolaires pour un souper d'un parti politique dans un établissement scolaire ;

Considérant qu'elle compléta les informations fournies le 12 janvier 2009, par un courrier du 15 février 2009 adressée au Secrétaire de la Commission ;

Considérant que, parmi les annexes fournies, figurait une affiche annonçant l'invitation au « souper des mandataires » du parti, « le vendredi 17 octobre 2008, à partir de 19h30 au réfectoire d'un certain établissement ; »

Considérant que figuraient également parmi ces annexes deux extraits de presse relatant le déroulement du souper ;

Considérant que l'intéressée s'adresse à Madame la Présidente de la Commission en ces termes : « Conformément aux circulaires 1510 sur les occupations de locaux, 2198 sur la neutralité et surtout la [circulaire] 1968 sur la mise en place de la Commission autonome créée à l'article 42 du pacte scolaire, je me dois de vous interpeller à propos d'occupation de locaux à des fins de propagande politique dans tel établissement scolaire ;»

Considérant que la requête de l'intéressée a pour objet l'examen d'une infraction à l'article 41 de la loi du 29 mai 1959 précitée ;

Considérant que la requérante sollicite de la Commission « que de telles pratiques disparaissent et que le compte rendu de ce genre de réunions ne se retrouve plus dans les journaux ; »

Considérant le prescrit de l'article 41, alinéa 1 de la loi précitée, qui dispose de ce que : *« toute activité et propagande politique ainsi que toute activité commerciale sont interdites dans les établissements d'enseignement organisés par les personnes publiques et dans les établissements d'enseignement libre subventionnés ; »*

Considérant la genèse de l'article 41 précité ;

Considérant que le Pacte scolaire fut rédigé dans le contexte très tendu d'une opposition entre les tenants de l'école officielle et ceux de l'école libre, que ces opinions reflétaient naturellement des opinions politiques et que la loi du 29 juin 1959 fut votée dans un but de compromis;

Considérant que dans pareil contexte, l'article 41 a été rédigé dans le but d'éviter que différentes conceptions politiques ne s'affrontent sur les bancs de l'école ;

Considérant que les membres se trouvent « [saisis] de faits qui apparaissent contraires aux dispositions de l'article 41 », au sens de l'article 43, §2 de la loi précitée ;

Considérant qu'examinant les éléments de l'espèce ainsi portée à leur connaissance, les membres constatèrent que le dossier ne permettait pas de déterminer si un affichage de nature politique avait effectivement eu lieu dans les locaux de l'établissement, comprenons durant le temps scolaire ;

Considérant que la personne qui a introduit la plainte n'en apporte pas la preuve ;

Considérant par conséquent que, s'il est établi qu'un souper s'est tenu dans les locaux de l'établissement incriminé, s'il est démontré que ce souper est bien de nature politique, vu qu'il réunit des mandataires politiques, il n'en demeure pas moins qu'il n'est pas démontré que ce souper puisse rentrer dans la définition du concept de « propagande politique » tel qu'énoncé dans l'article 41 précité.

Emettent l'avis, à l'unanimité, que la plainte introduite par Madame G\*\*\* est recevable mais non fondée, car la pratique dénoncée ne réunit pas toutes les caractéristiques énoncées dans l'article 41 de la loi du 29 juin 1959 précitée.

## **Annexe III – réglementation concernant le dossier C42/18**

### **Arrêté royal du 12 février 1976 fixant les conditions auxquelles les objets produits ou les services rendus par un établissement d'enseignement peuvent être aliénés ou loués (M.B. 08-04-1976)**

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, telle qu'elle a été modifiée, en particulier l'article 12ter et les articles 41 à 44 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, premier alinéa ;

Vu l'urgence ;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education Nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil, Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. - Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par l'Etat, tombant sous l'application de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Article 2. - § 1er.- Dans ces établissements d'enseignement, on ne pourra fabriquer ou louer des objets ou fournir des services qu'aux conditions suivantes :

- a) le travail doit correspondre à la spécialité de la section dans laquelle il sera réalisé ;
- b) il doit pouvoir être intégré dans le programme normal de cette section et donc être justifié du point de vue pédagogique ;
- c) il ne peut donner lieu à des contrats commerciaux qui concurrencent l'industrie ou l'artisanat de la région ;
- d) là où la production en série est nécessaire à la formation, elle doit être limitée au strict minimum indispensable à cette formation ;
- e) le travail devra être exécuté dans les ateliers, dans les locaux de pratique professionnelle ou dans d'autres lieux pédagogiquement justifiés pendant les heures normales de cours et sous la surveillance des professeurs intéressés.

§ 2. Lorsque des litiges se produisent à propos de l'observation des règles précisées au § 1er, ils peuvent être soumis par écrit à la direction compétente du département.

Dans des cas particuliers, le Ministre compétent peut interdire ou faire arrêter l'aliénation ou la location d'objets, ou la fourniture de services.

Article 3. - Les objets fabriqués n'ayant qu'une valeur marchande minime deviennent propriété de l'élève qui les a fabriqués ou sont, si possible, réutilisés comme matière première.

Article 4. - Les objets fabriqués ayant réellement une valeur marchande restent la propriété de l'établissement ou peuvent être vendus ou loués, et les services peuvent être fournis aux personnes ci-après, dans l'ordre de préférence suivant :

- a) les élèves qui ont fabriqué l'objet ou qui ont fourni le service ;

- b) les autres élèves de l'établissement d'enseignement ;
- c) le personnel de l'établissement d'enseignement, y compris le personnel administratif, le personnel de maîtrise, gens de métier et de service ;
- d) le pouvoir organisateur de l'établissement ;
- e) les associations qui défendent les intérêts de l'école, telles que les associations de parents, les groupements d'anciens élèves, les amicales ;
- f) d'autres établissements d'enseignement visés à l'article 1er ;
- g) d'autres personnes physiques ou morales.

Article 5. - Les objets fabriqués et les services fournis ne peuvent être cédés ou loués que contre rétribution.

Celle-ci sera égale :

- a) pour les personnes nommées à l'article 4, a : au prix des matières premières utilisées ;
- b) pour les personnes et les établissements nommés à l'article 4, b, c, d, e et f en ce qui concerne les objets, à 40 p.c. au moins de la valeur marchande ordinaire et, en ce qui concerne les services, à un prix couvrant les débours et s'élevant au moins à 40 p.c. de la valeur marchande ordinaire de ces services ;
- c) pour les personnes nommées à l'article 4, g : les pourcentages indiqués en b ci-dessus sont portés à 60 p.c.

Le Ministre compétent peut accorder des dérogations à ces règles pour certaines sections ou orientations d'études.

Article 6. - Le bénéfice de l'aliénation ou de la location de biens, ainsi que de la production de services fait l'objet d'un document comptable et est utilisé par les établissements d'enseignement pour l'achat de matières premières.

Dans les établissements subventionnés d'enseignement, les recettes et les dépenses visées sont inscrites conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 2 août 1973 relatif au contrôle de l'emploi des subventions de fonctionnement et d'équipement accordées en vertu des articles 32 et 34 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Dans les établissements d'enseignement de l'Etat, les recettes et dépenses visées sont inscrites dans une rubrique séparée de la comptabilité et des comptes de l'intendance.

Article 7. - Le Ministre compétent peut décider de retirer des subventions de fonctionnement et d'équipement des établissements subventionnés d'enseignement, le bénéfice de l'aliénation ou de la location de biens ou de la prestation de services contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 8. - Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1978.

Article 9. - Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Arrêté ministériel du 12 juillet 1977 exécutant l'arrêté royal du 12 février 1976 fixant les conditions auxquelles les objets produits ou les services rendus par un établissement d'enseignement peuvent être aliénés ou loués, Mon.b. 12 décembre 2001**

Article 1er. - La valeur marchande ordinaire des objets fabriqués ou des services prestés, telle que prévue à l'article 5 de l'arrêté royal du 12 février 1976 fixant les conditions auxquelles les objets produits ou les services rendus par un établissement d'enseignement peuvent être aliénés ou loués, correspond au prix fixé par le Ministère des Affaires Economiques.

Dans le cas où cette valeur marchande n'est pas connue, une valeur marchande fictive est fixée à trois fois le prix des matières premières employées.

Article 2. - La rétribution visée à l'article 5, b) et c) de l'arrêté royal du 12 février 1976 prérappelé ne peut, en aucun cas, être inférieure au prix des matières premières employées, augmenté de 30 p.c.

Article 3. - La valeur marchande d'un objet fabriqué peut être considérée comme minime au sens de l'article 3 du même arrêté royal, lorsqu'elle n'atteint pas 7,50 EUR (300 BEF).

Article 4. - Dans les sections ou options groupées "soins de beauté, coiffure, esthéticienne, mécanique automobile, ...", la valeur marchande ordinaire est fixée sur base de la catégorie la plus basse définie par le Ministère des Affaires Economiques.

Article 5. - Dans la section ou option groupée "hôtellerie", la valeur marchande ordinaire des repas dans les écoles de plein exercice et les cours de promotion sociale est fixée à 5 EUR (200 BEF) (boissons non comprises).

Les membres du personnel enseignant en service à la préparation ou à la distribution ainsi que les élèves participant à ce service, s'acquittent du prix du repas à l'aide du ticket au taux du restaurant scolaire.

Les autres élèves ainsi que les personnes visées à l'article 4 c), d), e) et f) de l'arrêté royal du 12 février 1976 prérappelé, payent au moins 40 p.c. de la valeur marchande ou 2 EUR (80 BEF).

Les personnes visées à l'article 4, g) dudit arrêté royal payent au moins 60 p.c. de la valeur marchande ou 3 EUR (120 BEF).

Les prix de base ci-dessus sont fixés au 1er septembre 1976 en tenant compte de l'indice appliqué aux rémunérations dans les services publics ; ils sont adaptés deux fois l'an : le 1er janvier et le 1er septembre, en tenant compte de l'évolution de cet indice.

Article 6. - La rétribution afférente aux denrées alimentaires et aux articles de consommation produits ou travaillés dans les sections ou options groupées "agriculture, horticulture, boucherie, charcuterie, boulangerie, pâtisserie, confiserie, chocolaterie, ...", est fixée par le chef de l'établissement chaque fois qu'il n'est pas possible de déterminer le prix des matières premières ou la valeur marchande ordinaire.

Article 7. - Les stages prévus à l'horaire hebdomadaire normal d'une école et qui sont obligatoires pour l'obtention d'un titre sont exclus de l'application de l'arrêté royal du 12 février 1976 prérappelé.

Il en est de même des stages effectués par les élèves des sections de nursing dans un institut hospitalier, dans la mesure toutefois où les heures sont valorisées dans le cadre du plan comptable prévu par la loi du 23 décembre 1963 et où le montant est versé à l'école pour être utilisé au profit des élèves.